



série de dialogue féministe

#9

DÉCEMBRE 2019

La recherche d'alternatives: développement «extractiviste» et résistance des travailleuses féministes en Thaïlande

Romyen Kosaikanont

Malgré la croissance économique et la baisse des taux de pauvreté dans toute l'Asie, les inégalités continuent de croître, de larges groupes de la société continuent d'être marginalisés sur le plan économique et social. Le débat sur « l'avenir du travail » pousse les gouvernements à restructurer leurs modèles de développement en faveur de l'innovation, de la numérisation et de l'automatisation. La stratégie économique de la Thaïlande « Thaïlande 4.0 » promet de répondre aux multiples défis d'un piège à revenus moyens avec un développement déséquilibré et des inégalités par l'innovation et la transformation numérique, mais reste fidèle aux vieux concepts du capitalisme néolibéral et « extractiviste » et est structurellement orientée en faveur des investisseurs (Kosaikanont, 2019). Elle ne parvient donc pas à transformer l'économie en vue de résultats plus égalitaires, socialement et sexuellement justes. Les expériences locales d'organisations de travailleuses féministes peuvent révéler des alternatives au modèle actuel.

Pour Zo Randriamaro, une universitaire féministe de Madagascar, l'« extractivisme » se caractérise par deux éléments clés : Premièrement, le processus d'extraction des matières premières et les formes industrielles de production impliquant l'accaparement des ressources. Deuxièmement, les conditions du processus d'extraction qui est basé sur une relation

inégaie et des séries de violence (Randriamaro, 2018). En tant que tel, ce modèle de développement extractiviste « organise les relations politiques, socio-économiques et culturelles au sein du pays ou de la région concernée : l'économie et les structures de classe, les relations entre les sexes, l'État et le discours public » (Brand, 2013, cité dans Randriamaro, 2018).



Le modèle commun du capitalisme extractiviste est le néocolonial, l'extraction des ressources du Sud au profit du Nord. (Randriamaro, 2018)

La voie de développement moderne de la Thaïlande n'est pas basée sur l'extraction des ressources au sens traditionnel du terme. Mais de nombreuses caractéristiques du capitalisme extractiviste et exploitateur décrit ci-dessus s'appliquent à la production industrielle et aux services dans les pays d'Asie du Sud-Est. L'industrialisation de la production et de la prestation de services, en particulier dans le secteur du tourisme, extrait non seulement une main-d'œuvre bon marché comme matière première pour des intrants bon marché, mais crée également diverses formes d'externalités négatives, comme l'inégalité, la pollution et l'exploitation sexuelle. Même si la Thaïlande n'a pas été officiellement colonisée, le modèle de développement extractiviste en Thaïlande peut être retracé à de multiples ensembles de relations complexes entre le Sud et le Nord (Japon, entreprises occidentales investissant dans une nature très « extractiviste » en Thaïlande), entre le pays et les économies émergentes (la Chine investit et extrait de la Thaïlande une main-d'œuvre et des matières premières relativement moins chères) et d'autres pays du Sud (la Thaïlande exploite les ressources, les matières premières et la main-d'œuvre bon marché des pays voisins du Laos, du Myanmar, du Cambodge et du Vietnam).

Depuis les années 50, la stratégie de développement du pays suit la logique du « Consensus de Washington » néolibéral. Un récit de « croissance économique », « efficacité », « mécanisme de marché », « libre-échange et libéralisation financière ». Cela s'est traduit par des mesures favorables aux investisseurs, à savoir des privilèges fiscaux et non fiscaux pour les Investissements Directs Étrangers (IDE), un régime spécial de visas, le droit à la propriété foncière à 100 % pour les investisseurs étrangers, l'assouplissement des lois sur les investissements sans garanties minimales de transfert de technologie, et des zones industrielles spéciales qui interdisent la création de

syndicats, et des lois pour protéger les droits des investisseurs.

Les avantages que la Thaïlande a obtenus en échange de ces politiques favorables aux investisseurs sont - outre les records impressionnants de croissance du produit intérieur brut (PIB) - le nombre de travailleurs salariés employés avec des garanties de sécurité sociale limitées, des gains fiscaux limités et un faible respect des normes du droit de l'environnement, du travail et des lois connexes.

Le miracle économique néolibéral et ses conséquences Il convient de souligner que depuis le début du développement de la Thaïlande, le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) ont toujours joué un rôle important dans la promotion et le renforcement de ce modèle néolibéral de développement économique. Leur influence a été assurée par les conseils sur le plan économique national de la Thaïlande et par les programmes d'ajustement structurel économique du FMI imposés à l'occasion comme solution à la crise économique. Au début des années 1990, la Thaïlande a été qualifiée de « miracle économique » et a été utilisée comme exemple par la Banque mondiale. Mais le miracle économique thaïlandais n'a pas duré longtemps car il s'est manifestement construit sur un terrain instable - très insoutenable, très déséquilibré et inégalitaire et construit sur le dos des femmes (Bell, 1996).

La crise économique vers la fin de l'année 1997 l'a montré clairement. Les dix principaux produits d'exportation de la Thaïlande qui ont contribué à l'impressionnante croissance du PIB et au miracle économique d'avant la crise étaient les chaussures, les vêtements, les pièces électroniques et le tourisme, avec une forte concentration de main-d'œuvre féminine (Bell, *ibid*). À la suite de la crise, ces travailleuses ont été licenciées et mises dans une position encore plus vulnérable dans les secteurs informels non protégés et le travail de sous-traitance. Certains des investisseurs ont également déplacé leurs bases de production pour exploiter davantage la main-d'œuvre bon marché des pays voisins.





Pendant la crise économique, la vie des femmes – déjà affectée par le licenciement – a dû supporter l'impact des réductions budgétaires du gouvernement en matière de protection sociale. Le système de santé et d'éducation était particulièrement concerné. Des budgets ont également été alloués aux écoles et aux hôpitaux selon l'approche basée sur « l'efficacité » introduite par la Banque Asiatique de Développement (BAD), qui est toujours en vigueur jusqu'à aujourd'hui. L'« efficacité » de la prestation des services de santé signifie que la qualité du service et le rétablissement sont évalués en fonction du nombre de jours de séjour d'un patient à l'hôpital, qui doit être le plus petit possible (Kosaikanont, 2003). En réalité, le patient n'est pas complètement rétabli à sa sortie de l'hôpital, mais comme l'hôpital a désespérément besoin du budget, il se débarrasse prématurément des patients. Cela entraîne une charge supplémentaire pour les femmes qui doivent s'occuper des proches à leur retour à la maison. Dans le secteur de l'éducation, la BAD a fixé un ratio d'étudiants par enseignant au « nombre optimal ». Cela a eu des répercussions négatives sur les écoles des régions éloignées qui n'ont pas un nombre suffisant d'élèves et qui ont dû fermer. La fermeture des écoles entraîne des dépenses supplémentaires pour les élèves qui doivent se rendre à l'école et les oblige souvent à abandonner leurs études. En Thaïlande, ce sont les femmes qui gèrent les finances du ménage. Des dépenses supplémentaires signifient un fardeau financier supplémentaire pour les femmes. Au total, on peut dire que les femmes sont la colonne vertébrale du développement économique de la Thaïlande dans le cadre du modèle de développement extractiviste, qui extrait autant de ressources (matérielles et non matérielles) que possible, quelles qu'en soient les conséquences. Les femmes thaïlandaises tirent des bénéfices disproportionnés du développement tout en servant de filet de sécurité sociale à la société thaïlandaise pendant la crise.

Le miracle économique rechargé

La récente stratégie de développement « Thaïlande 4.0 », lancée en 2016, reste axée sur la génération de croissance économique afin de sortir le pays du « piège des revenus moyens ». Même si, cette fois, il n'y a pas de soutien direct du FMI et de la BM, le

cadre politique révèle le fétiche de la croissance du PIB. Avec « Thaïlande 4.0 », le gouvernement a un plan pour promouvoir l'innovation, la numérisation, la transformation numérique, l'automatisation et la production à haute valeur ajoutée avec le slogan « faire moins mais gagner plus ». Cependant, la Thaïlande ne disposant pas de capacités technologiques et de savoir-faire, le gouvernement doit mettre en place des mesures supplémentaires pour attirer les IDE au pays. Bien que la mise en œuvre de cette politique en soit à ses débuts, on constate déjà une perte d'emplois pour les travailleurs de certains secteurs, notamment l'industrie alimentaire et agroalimentaire, les finances, le secteur bancaire et la construction automobile. La nouvelle usine alimentaire de la plus grande entreprise de Thaïlande, « Chareon Pokphand » (CP), qui fonctionne 24 heures sur 24 et emploie seulement 7 personnes pour faire fonctionner les machines et les robots automatisés, est un exemple de la manière dont le marché du travail en Thaïlande peut être affecté (entretien avec Dhanin Chearavanont, 6 mars 2017).

Le débat sur « Thaïlande 4.0 » et « l'avenir du travail » passe à côté d'une question beaucoup plus pertinente : Le PIB et la croissance doivent-ils vraiment être le centre et l'objectif de notre développement ? Ou les objectifs ultimes ne devraient-ils pas plutôt être le bien-être des personnes, un environnement bon et vivable, une société pacifique et juste et la capacité des personnes à vivre librement, indépendamment de leur sexe, de leur classe et de leurs origines ethniques ? Lorsque les objectifs finaux changent, la mesure et les indicateurs des progrès du développement doivent également changer. Les indicateurs doivent être inclusifs et doivent se concentrer sur l'amélioration du bien-être des personnes et sur la garantie d'une société libre et égalitaire. Pour y parvenir, le processus de la politique de développement doit également être modifié et doit être mené de manière démocratique et participative avec la consultation des citoyens et en particulier des femmes. Les vies doivent être placées au centre des objectifs, des indicateurs et des processus de





développement pour parvenir à un développement économique socialement juste.

Les travailleuses féministes s'organisent pour des alternatives économiques

La participation démocratique, les droits et la justice sont toujours le résultat de luttes sociales. Le renforcement de l'organisation des travailleurs et des femmes sera un élément crucial pour faire pression en faveur du changement. L'histoire derrière la marque « TRY ARM » est un bon exemple de la façon dont les luttes locales pour la justice peuvent être très constructives dans la construction d'alternatives économiques.

Try Arm est une marque de lingerie et le nom d'un groupe de femmes organisatrices. Les membres de Try Arm sont toutes d'anciennes dirigeantes syndicales ou membres de la multinationale internationale « Triumph International » qui ont été injustement licenciées en 2008 et 2009.

Try Arm a commencé par un camp de protestation des travailleurs de « Triumph International » et de leur syndicat en 2008. Jitra Cotchadej, la présidente du syndicat Triumph International Thailand Labor Union, avait d'abord été illégalement licenciée par l'employeur pour son activisme politique personnel. Après que Jitra ait porté le T-shirt portant un message politique le 24 avril 2008, la direction de l'entreprise a demandé à Jitra de démissionner pour avoir porté atteinte à l'image de l'entreprise. Elle a refusé, mais a été licenciée par la société le 30 juillet 2008. En comparaison avec d'autres syndicats en Thaïlande, le Triumph International Thailand Labor Union est considéré comme l'un des syndicats les plus puissants qui protègent et négocient activement pour leurs droits que les membres méritent.

Suite au licenciement illégal de Jitra, 1.959 ouvrières d'usine supplémentaires ont été licenciées le 29 juin 2009 en raison de la baisse de la demande et du ralentissement économique. Les 1.959 membres (femmes) du syndicat ont fait une grève de 46 jours

devant l'entreprise, sachant que c'était la tactique de l'entreprise. La grève avait pour but de défendre les droits des travailleuses, de faire preuve de solidarité, de demander la réintégration et d'insister sur les droits à la liberté d'expression. Plus important encore, la grève visait à amener l'entreprise à respecter les conditions de travail convenues et négociées au préalable par le syndicat. Cela comprenait la consultation avant le licenciement et l'indemnisation qui est supérieure au taux défini dans le droit du travail. Cependant, l'entreprise a refusé à la fois la réintégration de l'ensemble des travailleuses et l'indemnisation convenue au préalable.

En l'absence d'accord, le syndicat a décidé de transférer son campement au ministère du travail en octobre 2009. Après de nombreux mois de protestation, les 560 travailleuses restantes ont fait passer clandestinement 9 machines à coudre dans la ville de protestation. Toutes les travailleuses, qui provenant de différents départements, se sont réunies pour concevoir, dessiner des patrons, découper et planifier la production. Le nom de Try Arm a été utilisé pour représenter la solidarité de la lutte contre le travail des femmes et pour créer une marque de lingerie au son similaire à celui de la marque de lingerie de renommée mondiale - leur ancien employeur.

Le premier modèle de la lingerie est un sous-vêtement masculin conçu et produit pour le ministre du travail qu'elles voyaient régulièrement. Le modèle s'appelle 1959 en souvenir des 1 959 travailleuses injustement licenciées. Quant au financement, le premier investissement est venu du prêt du fonds du Syndicat. D'autres modèles de sous-vêtements ont été produits et vendus à un prix raisonnable sous le bureau du ministre du travail pour collecter des fonds et assurer la subsistance des manifestantes.

Inspirés par l'expérience de l'injustice pendant les mois de protestation, les anciennes employées syndiquées de Triumph et Jitra ont eu l'idée de créer un autre type d'entreprise de sous-vêtements de leur propre chef. S'appuyant sur leur vaste expérience de la





fabrication et sur une conscience sociale inébranlable, ils ont créé « TRY ARM », qui honore les principes d'un travail sans sueur et d'une autogestion démocratique des travailleuses. Depuis lors, TRY ARM a, avec ses 450 machines à coudre, fabriqué des produits de haute qualité à des prix raisonnables dans lesquels chaque membre de la coopérative TRY ARM a un intérêt vital et égal, basé sur une relation non exploitante et non extractive. Tout ce qu'ils demandent n'est pas le don mais la décision de conscience des consommateurs de soutenir Try Arm en achetant leurs sous-vêtements de haute qualité à un prix raisonnable.

Mettre la vie au centre

Les modèles de développement économique extractivistes dominant et influencent les processus de production et d'investissement dans de nombreuses régions du monde. Dans le cas de la Thaïlande, l'extractivisme peut ne pas être basé sur l'extraction de ressources naturelles au sens traditionnel du terme. Mais les caractéristiques du modèle capitaliste extractiviste et d'exploitation se reflètent dans l'ordre économique néolibéral de la Thaïlande, qui croit aux flux d'investissement, aux privilèges fiscaux, au libre-échange et à la croissance du PIB, indépendamment des conséquences sociales et environnementales. Il crée

un système qui permet aux puissants investisseurs d'extraire les ressources et d'exploiter la main-d'œuvre en Thaïlande.

L'expérience de la société alternative TRY ARM - fondée par des militantes syndicales et féministes en protestation contre le modèle capitaliste d'exploitation - peut être considérée comme un mouvement visant à remettre en question le grand récit du consensus de Washington. « Try Arm » Sous-vêtements « Mode équitable ».

Le mouvement démontre que la production et le développement économiques alternatifs qui mettent « la vie au centre » sont possibles. Avec le soutien de consommateurs responsables, des modèles de production et de développement alternatifs comme TRY ARM peuvent devenir une réalité et être durables. Le changement commence souvent par les bonnes questions. De quoi le pays a-t-il vraiment besoin pour sortir du piège des revenus moyens ? Le fétichisme du PIB contribue-t-il à améliorer le bien-être de la population ? Quelle est ma position personnelle dans la lutte pour la justice sociale et l'égalité des sexes et pour une vie qui en vaille la peine ? ◉





Bibliographie:

Randriamaro, Zo (2018): Beyond extractivism: feminist alternatives for a socially and gender just development in Africa, Friedrich-Ebert-Stiftung, Maputo

Kosaikanont, Romyen (2019): Gender and the Future of Work in Thailand, Friedrich-Ebert-Stiftung, Singapore

Kosaikanont, Romyen (2003): The comparative Study of the Impact of Economic Crisis and the Economic Structural Adjustment programme in Thailand

Bell, Peter F. (1996): Thailand's Economic Miracle Built on the Back of Women

Entretien avec Dhanin Chearavanont, 6 Mars 2017 [WWW] <https://www.youtube.com/watch?v=BW25NJujBJ0> récupéré le 9 Juin 2017.



Paragraphe sur l'auteur

Romyen Kosaikanont est professeure adjointe à l'École de Gestion de l'Université Mae Fah Luang. Ses intérêts de recherche portent sur la question du genre et de l'économie, de mariages par correspondance, du genre et de l'inclusion sociale. Elle a également été active dans le travail avec la communauté en créant un mode de vie durable et a contribué aux débats du groupe féministe africain de réflexion et action.

La Série de Dialogue Féministe:

L'idée sur la Série de Dialogue Féministe est née lors d'un Atelier International sur le Féminisme Politique en Afrique organisé par la Plateforme Féministe Mozambicaine Forum Mulher et la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en octobre 2016 à Maputo. La rencontre a rassemblé plus de 50 militantes féministes et universitaires de tout le continent. Inspirée par les discussions et les interventions stimulantes de l'atelier, cette série se veut être une plateforme permettant de partager d'importantes réflexions féministes. De cette manière, la série veut contribuer au développement et à la diffusion des connaissances féministes africaines afin de transformer les conditions politiques et économiques du continent vers la justice sociale et de genre.

Cette édition spéciale de la Série de Dialogues Féministes est soutenue par "L'Avenir est Féministe", un projet global de la Friedrich-Ebert-Stiftung. Le projet travaille avec des féministes de l'Afrique, de l'Amérique Latine, de l'Asie e du Moyen-Orient pour développer des opinions positives pour un avenir meilleur et d'analyser, en particulier, les effets de la numérisation e de la transformation du monde du travail.

La Série de Dialogue Féministe compte fièrement sur la contribution artistique de Ruth Bañón (en-tête artistique) et sur le modèle de Sebastião Montalvão (Lateral Comunicações).

Cette série vous est présentée par:



L'utilisation à des fins commerciales de tous les supports publiés par Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) n'est pas autorisée sans un consentement écrit. Cette publication peut être citée et ses extraits utilisés, à condition que la source soit entièrement mentionnée. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de Friedrich-Ebert-Stiftung